

## COMMENT NAQUIT LE FASCISME EN ITALIE...

A sa naissance, le fascisme, dans l'intention de ses fondateurs, ne voulait être qu'un mouvement de vengeance de ces éléments qui avaient été expulsés des partis politiques de gauche, non seulement pour leur interventionnisme, mais à cause de leur brusque passage d'une politique de neutralité à celle de l'intervention dans le conflit. Cette conversion était due non pas à une crise de conscience, mais bien à une crise d'estomac.

En France, vit encore la personne qui pourrait nous dire combien a dû verser le Ministère français des Affaires étrangères pour acheter la conscience de Mussolini. C'est le député Marcel Cachin qui fit la commission pour le compte d'Albert Thomas.

Le programme fasciste de 1919 fut un chef-d'œuvre de démagogie ultra-démocratique. Pour justifier l'existence du nouveau parti, on y ajouta la «*revalorisation de la victoire*» et une bonne dose de nationalisme. Mais vu que les adhérents se faisaient rares et surtout que les fonds venaient à manquer, on dut élargir, non le programme qui fut vite oublié, mais le champ d'action du parti.

On passa, des attaques contre les partisans de la neutralité d'hier et contre les partis subversifs en plein développement, aux attaques contre les institutions prolétariennes, contre les syndicats, les coopératives et contre les agitations ouvrières, même quand celle-ci ne quittaient pas le plan économique.

Les fascistes se firent les briseurs de grèves, et se mirent à seconder dans leur tâche les forces de police. C'est alors que l'argent commença à affluer en abondance. Les premiers bienfaiteurs furent les grands industriels, puis les gros propriétaires fonciers, puis l'État et enfin la grosse et grasse bourgeoisie.

C'est que l'heure était grave, et le capitalisme, l'État et la dynastie se sentaient sérieusement menacés. Durant l'occupation des usines, les généraux faisaient savoir qu'ils ne pouvaient pas compter sur l'appui de l'année, celle-ci risquant de passer du côté des ouvriers avec armes et bagages.

Il était donc préférable d'arriver à des concessions, quitte à les renier dès que l'État aurait reconsolidé son pouvoir.

Le Gouvernement était aux mains d'un des plus fidèles ministres de la monarchie: le cynique Giolitti. Celui-ci attendit que retournât le calme, chez les travailleurs écœurés et conscients que l'heure de leur révolution était passée. Il s'adonna à une répression féroce et comme il ne pouvait confier cette tâche à la force régulière, en ce qui concerne les ouvriers qui étaient restés dans la légalité, il employa les fascistes. Nitti avait déjà bénévolement toléré que les fascistes opérassent avec la police, les carabinieri et la «*guardia regia*» (\*). On permit aux fascistes de s'armer, et on les arma. Giolitti pensa que cela n'était pas suffisant. Les «*manganelli*» (\*\*) ne suffisait pas. Badoglio pensa à un armement beaucoup plus efficace, et avec la complicité des chefs de l'armée régulière, Giolitti obtint la protection des militaires, la liberté d'action, l'argent pour enrégimenter dans les «*squadri*» (\*\*\*) fascistes la lie de la société.

En même temps, il essayait de dégager la responsabilité de l'État et de la couronne en parlant de réforme et en dénonçant certains abus et en se rapprochant des socialistes. Il donna entre autres six millions aux coopératives catholiques, puis laissa les fascistes saccager et incendier ces mêmes coopératives. Il fit ac-

(\*) Garde royale. (Note A.M.).

(\*\*) Matraques. (Note A.M.).

(\*\*\*) Escadrons. (Note A.M.).

compagner par les carabiniers et par la «*Guardia regia*» les expéditions contre les municipalités socialistes et républicaines, non comme on pourrait le croire pour que les forces publiques maintiennent l'ordre, mais au contraire pour qu'elles puissent appuyer et défendre les agresseurs en cas de danger. Et l'armée ne prenait pas la peine de cacher ses desseins.

Pendant ce temps, le roi continuait à collectionner les pièces de monnaie et anciennes et surtout modernes, comme si rien n'était. Mais la reine-mère, auguste cousin, les généraux du Palais royal toute la «*camarilla*» (\*) militaire étaient complices du fascisme qu'ils aidaient et encourageaient.

La marche sur Rome ne fut pas une idée de Mussolini, mais bien celle des généraux de *Sa Majesté*. Le roi se proposait de constituer un gouvernement fort, militaire et antidémocratique: d'Annunzio devait en être le chef. On n'a pas pu encore savoir les raisons pour lesquelles le poète fut tenu à l'écart: il est possible que ce fut de sa part le refus de se prêter à une telle manœuvre. Ce refus retarda d'une année la fameuse marche, et le duc d'Aoste désigna Mussolini comme l'homme le plus apte à en devenir le principal héros. Comme on faisait remarquer que Mussolini avait une tendance républicaine et que la plupart des fascistes étaient contre la monarchie, on objecta que Giolitti avait démontré, à l'occasion du Noël de Fiume, qu'avec Mussolini tout était une question de compensation. Il n'en était pas moins vrai que la tendance républicaine était très ancrée chez beaucoup de ses adeptes.

C'est par crainte de cette tendance que le roi, à la veille de la marche sur Rome, décida (de St-Rossore où il était réfugié) d'ordonner au général Cittadini, de se rendre auprès du ministre Facta pour décréter l'état de siège. Après cela, il se décida à rejoindre Rome. L'État de siège de siège effraya les fascistes et encouragea les populations qui ne demandaient qu'à se battre contre le fascisme.

A Milan, Mussolini prend peur, se barricade dans les bureaux de son journal et se prépare à la fuite. Mais durant la nuit, Federzoni (nationaliste) et De Vecchi (fasciste de Sa Majesté) se rendent au *Quirinal* (\*\*) pour exprimer que le coup-d'État n'est dirigé ni contre la monarchie, ni contre son auguste représentant.

C'est alors que le roi, voyant que la monarchie n'est pas en péril, que le duc d'Aoste ne prétend pas à la succession du trône, et que Mussolini est disposé à masquer sa calvitie syphilitique avec le bicorne de Premier ministre de la Monarchie, le roi renie le décret qu'il avait précédemment imposé..

La marche sur Rome a lieu sous la protection des forces régulières égayées par des chants.

Mussolini sort de son repaire, ou plutôt le préfet de Milan, Insignoli, l'encourage et le décide à sortir. Il prend des poses devant une barricade que personne ne pense plus à attaquer.

Enfin il est appelé par le roi et se rend à Rome par train express et en wagon de luxe.

Là, du haut du balcon du *Quirinal*, il assiste à côté du roi au défilé des chemises noires. Ces chemises noires, après trois jours, repartaient en écrivant sur les parois des wagons: «*Mussolini nous a trahis!*»

Si l'état de siège avait été maintenu à Rome par le roi, les italiens n'auraient pas été sous le joug fasciste pendant vingt années, et toute une génération n'aurait pas été élevée dans abrutissement imposé de la terreur totalitaire.

Malgré la germanophilie de la Maison de Savoie, l'Italie n'aurait pas été amenée à faire la guerre pour Hitler, et ne serait pas aujourd'hui une nation déshonorée et ruinée.

C'est une figure que l'Italie qui renaît, que l'Italie nouvelle ne veut plus voir.

Avis aux manipulateurs d'abdications truquées!

***Les anarchistes italiens de l'Afrique-du-nord.***

(\*) Clique. (Note A.M.).

(\*\*) *Palais du Quirinal*: successivement: résidence papale du temps des *États pontificaux*, jusqu'en 1870; puis résidence royale jusqu'à la fin de l'*État royalo-fasciste*; puis résidence du Président de la République depuis 1945. Bref, résidence emblématique de l'État, quel qu'il soit ou fut! (Note A.M.).